

Les matériaux pour l'histoire de l'administration de Haldimand à Québec, dans l'intervalle écoulé entre le rappel de sir Guy Carleton et son retour comme lord Dorchester en 1786, ont été bien maigres jusqu'ici. Même les plus récentes histoires du Canada parlent du manque de documents propres à renseigner sur les événements de cette intéressante période. Le caractère de Haldimand est presque exclusivement connu par le portrait qu'en trace Du Calvet, emprisonné sous soupçon d'entretenir une correspondance avec les provinces révoltées pendant la guerre de la révolution américaine, et qui fut mis en liberté sans procès à la fin de cette guerre avec d'autres détenus arrêtés pour le même motif. Au *Public Record Office* de Londres, les documents relatifs à l'administration de Haldimand sont contenus en neuf volumes et une partie d'un dixième, mais la collection faite par lui-même et offerte par son neveu au *British Museum* en 1857, embrasse 232 volumes, qu'on a peu mis à contribution. Dans le laps de temps qui s'est écoulé entre son départ de Québec, en 1784, et la reprise du gouvernement par Dorchester en 1786, les affaires de la province furent administrées par les lieutenants-gouverneurs Hamilton et Hope, dont on est à copier la correspondance au *Record Office*.

Comme le dit le dernier rapport, il a été fait une liste des papiers de Haldimand reçus jusqu'ici. Il en paraît une première partie dans ce rapport. On se propose d'en continuer la publication dans les rapports suivants jusqu'à ce qu'il soit terminé ; la pagination de cette liste se suivra sans interruption, de sorte que le tout pourra être détaché pour former un volume séparé. Il serait superflu de signaler les services que les renseignements ainsi donnés rendront à ceux qui font des recherches sur l'histoire de cette période pendant laquelle le sort du Canada a si souvent vacillé dans la balance des destinées.

Le 28 juillet 1783, sir Guy Carleton, alors commandant en chef des forces de l'Amérique du Nord, ayant son quartier général à New-York, donna instruction au lieutenant-colonel Morse, commandant des ingénieurs royaux, de faire une exploration de la Nouvelle-Ecosse, et de faire rapport sur sa situation, sur l'état de ses travaux de défense, etc. Le rapport sur cette province (y compris le Nouveau-Brunswick, qui n'en a été séparé qu'en 1784), n'est pas daté, mais a été évidemment préparé après juillet 1784, et il contient une recommandation à l'effet d'unir les provinces maritimes avec le Canada, le siège du gouvernement devant être établi dans l'île du Cap Breton comme étant le point le plus central. Ce rapport donne une description claire de la configuration naturelle de la province, de ses havres, de ses moyens de communication, de l'état de son agriculture ; fait des observations sur ses frontières ; suggère la construction d'un canal à la Baie Verte, et décrit aussi l'état des travaux de défense. Pour servir d'éclaircissement à cette dernière partie, il y a un volume contenant les plans des différents forts et havres, treize en tout, et dont les fac-simile sont à ce bureau, qui a fait copier ces plans au *British Museum* ainsi que le rapport (collection du roi 208, 209). On trouvera le rapport en question à la note C.